

« SOUS NOS YEUX »

Les mauvais perdants de la crise syrienne

par Thierry Meyssan

En 2010, la France a fait le choix de relancer sa politique coloniale. Cela l'a conduit à changer le régime en Côte d'Ivoire et en Libye, puis à essayer de la faire en Syrie. Mais face à l'échec de cette troisième opération, Paris se trouve emporté par les événements qu'il a provoqués. Après avoir armé et encadré des groupes terroristes en Syrie, la DGSE a frappé au cœur de la capitale libanaise.

RÉSEAU VOLTAIRE | BEYROUTH (LIBAN) | 28 OCTOBRE 2012

PORTUGUÊS DEUTSCH ESPAÑOL



Scène de désolation à Beyrouth après l'attentat survenu dans le quartier chrétien d'Achrafieh. Au vu de ses effets personnels, les autorités ont conclu à la mort du général Wissam el-Hassan. Cependant aucune analyse médico-légale n'a pu établir que la victime se trouvait dans sa voiture. Le général serait rentré le jour même de Paris où il faisait son rapport à son agent traitant, le général Benoît Puga, cependant la police de l'air et des frontières n'a aucune trace de son arrivée au Liban.

ors d'une table ronde à Ankara, l'amiral James Winnefeld,

chef d'état-major adjoint des USA, a confirmé que Washington révélerait ses intentions à l'égard de la Syrie, dès l'élection présidentielle du 6 novembre terminée. Il a clairement fait comprendre à ses interlocuteurs turcs qu'un plan de paix avait déjà été négocié avec Moscou, que Bachar el-Assad resterait en place et que le Conseil de sécurité n'autoriserait pas la création de zones tampons. De son côté, le secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, a confirmé qu'il était en train d'étudier les possibilités de déploiement de casques bleus en Syrie.

Tous les acteurs de la région se préparent donc à un cessez-le-feu imposé par une force onusienne principalement composée de troupes de l'Organisation du Traité de sécurité collective (Arménie, Biélorussie, Karazakhstan, Kirghizistan, Russie, Tadjikistan). *De facto*, cela signifie que les Etats-Unis poursuivent leur retrait de la région, débuté en Irak, et acceptent d'y partager leur influence avec la Russie.

Simultanément, le *New York Times* a révélé que des pourparlers directs vont reprendre entre Washington et Téhéran, alors même que les États-Unis s'appliquent à couler la monnaie iranienne. En clair, après 33 ans de *containement*, Washington admet que Téhéran est une puissance régionale incontournable, tout en continuant à saboter son économie.

Cette nouvelle donne se fait au détriment de l'Arabie saoudite, de la France, d'Israël, du Qatar et de la Turquie qui avaient tous misé sur un changement de régime à Damas. Cette coalition hétéroclite se divise désormais entre ceux qui réclament un lot de consolation et ceux qui tentent de saboter le processus en cours.

D'ores et déjà, Ankara a changé son fusil d'épaule. Recep Tayyip Erdogan, qui se disait prêt au pire, tente de se réconcilier avec Téhéran et Moscou. Quelques jours après avoir insulté les Iraniens et fait molester des diplomates russes, il est devenu tout sourire. Il a profité du sommet de l'Organisation de Coopération Economique à Bakou pour rencontrer le président Mahmoud Ahmadinejad. Il lui a proposé de mettre en place un dispositif complexe de discussion sur la crise syrienne qui permette à la fois à la Turquie et à l'Arabie

saoudite de ne pas rester au bord du chemin. Soucieux de ne pas humilier les perdants, le président iranien s'est montré ouvert à cette initiative.

Le Qatar, de son côté, est déjà en quête de nouveaux espaces pour ses ambitions. L'émir Hamad s'est offert un voyage à Gaza et s'est posé en protecteur du Hamas. Il verrait d'un bon œil le renversement du roi de Jordanie, la transformation du royaume hachémite en une république palestinienne et l'installation au pouvoir de ses protégés de la Confrérie des Frères musulmans.

Restent Israël et la France qui ont constitué un front du refus. La nouvelle donne serait une garantie de protection pour l'État d'Israël, mais mettrait fin à son statut particulier sur la scène internationale et ruinerait ses rêves expansionnistes. Tel-Aviv serait ravalé au rang de puissance secondaire. Quand à la France, elle y perdrait son influence dans la région, y compris au Liban. C'est dans ce contexte que les services secrets des deux États ont conçu une opération pour faire échouer l'accord USA-Russie-Iran. Dans l'hypothèse où cette opération échouerait, elle devrait quand même permettre d'effacer les preuves de l'ingérence dans la crise syrienne.

La France a d'abord fait circuler une rumeur selon laquelle le président Bachar el-Assad aurait commandité au Hezbollah l'assassinat de cinq personnalités libanaises : le chef des Forces de sécurité intérieure, le directeur des forces du ministère de l'Intérieur, le grand mufti, le patriarche maronite et l'ancien Premier ministre Fouad Siniora. Puis, Paris a sacrifié Michel Samaha —qui lui servait d'agent de liaison avec les services syriens, mais venait de tomber en disgrâce à Damas et était donc devenu inutile—. Le brillant et versatile politicien est tombé dans un piège tendu par le général Wissam el-Hassan —chef des FSI et lui même agent de liaison avec les salafistes—. Puis, Paris a sacrifié le général Wissam el-Hassan, qui non seulement était devenu inutile en cas de paix en Syrie, mais dangereux tant il savait de choses. Ainsi la rumeur française s'est réalisée : le premier sur la liste des cibles est mort, et une personnalité pro-syrienne a été arrêtée en préparant un attentat contre une autre cible de la liste.



Comme aux États-Unis où le secrétaire à la Défense Robert Gates a assuré la continuité politique dans l'ombre de l'alternance Bush/Obama, en France le général Benoît Puga gouverne que ce soit dans l'ombre de Sarkozy ou celle d'Hollande.

Au cœur de cette machination, on trouve le général Benoît Puga. Cet ancien commandant des Opérations spéciales et directeur du Renseignement militaire français a été chef de l'état-major particulier du président Nicolas Sarkozy et a été maintenu à son poste par le président François Hollande. Affichant un soutien inconditionnel à la colonie juive de Palestine [1] et des relations privilégiées avec les néo-conservateurs US, il a relancé la politique coloniale de la France en Côte d'Ivoire, en Libye et en Syrie. Il était l'agent traitant à la fois de Michel Samaha et de Wissam el-Hassan. Il est aujourd'hui l'homme fort à Paris. En violation des institutions démocratiques, il gouverne seul la politique proche-orientale de la France, bien que cette attribution ne corresponde pas à ses fonctions officielles.

Thierry Meyssan

[1] « Gaza : la France supervise le prolongement du Mur de séparation », *Réseau Voltaire*, 26 décembre 2009.

Source : « Les mauvais perdants de la crise syrienne », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 28 octobre 2012, www.voltairenet.org/article176392.html